

## Pétition du Collectif pour la sauvegarde et l'avenir de l'Hôtel du Nivernais

Ce Collectif qui rassemble cheminots, associations et usagers de l'Hôtel du Nivernais à Varennes-Vauzelles déclarent « vouloir conserver l'usage de ce bâtiment ».

Parmi les utilisateurs, « 560 adhérents d'associations, 700 utilisateurs de la bibliothèque et d'autres aux services sociaux et à la halte garderie. »

Les signataires de la pétition s'opposent donc « au projet de la SNCF de se séparer de l'Hôtel du Nivernais » et demandent notamment « la conservation du bâtiment en tant que carrefour de rencontres des associations et des services au cœur de la Ville ; la poursuite de la rénovation du bâtiment ; la transformation de l'ancien foyer en espaces logements pour les cheminots, étudiants, stagiaires ; une étude chiffrée de mise aux normes du bâtiment ; une rencontre du collectif avec tous les partenaires décisionnaires pour trouver un avenir au bâtiment répondant aux attentes de tous. »

Nom	Prénom	Signature

Retourner à : UAICF - Hôtel du Nivernais  
1 avenue Louis Fouchère - 58640 Varennes-Vauzelles

## Le bois, un atout pour la Nièvre

Dans un article paru dans le magazine départemental du Conseil Général, Pascal Reuillard déclare :

« En France, la forêt recouvre 30% du territoire métropolitain, soit 16 millions d'hectares. La Nièvre en compte environ 220 000 hectares, ce qui fait de la filière bois un potentiel important pour l'emploi. Mais pour développer une telle activité, nous devons agir à deux niveaux.

D'une part, la loi doit être modifiée pour combattre la spéculation forestière qui sévit sur notre territoire national, profitant ainsi à des Fonds d'Investissements de proposer des prix prohibitifs pour acquérir des parcelles. Celle du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives supprime la référence à la notion « parcelle » et la remplace par la notion « propriété ». La loi doit renforcer le droit de préférence des riverains, des collectivités locales et des établissements publics fonciers, surtout quand 70% des surfaces forestières sont détenues par près de 4 millions de propriétaires.

D'autre part, si nous voulons développer la filière bois, nous devons construire des propositions adaptées aux potentielles de nos territoires. Par exemple, nous pourrions travailler sur un élargissement des champs de compétences de l'ISAT afin qu'il s'oriente vers la confection de nouveaux produits dérivés du bois, permettant de répondre aux enjeux environnementaux : économie d'énergie, isolation thermique et phonique, etc.

Le bois de notre département, l'un des plus prestigieux de France, doit être protégé, valorisé et permettre le développement d'emplois. »

## Association Départementale des élu(e)s Communistes et Républicains:

### assemblée générale

ce samedi 6 octobre 2012  
de 9h à 13h

Espace P. Girard à Garchizy

Réforme territoriale, intercommunalité, conséquence du Traité d'austérité européen... seront au cœur des débats.

Garchizy : coupure du ruban lors de l'inauguration de la nouvelle salle des Fêtes, nous reviendrons la semaine prochaine sur l'intervention de Jean-Paul Pinaud Maire.

## Billet

### Viticulture bourguignonne : les américains flairent nos "clos"

Depuis des siècles, la viticulture bourguignonne se singularise par la toponymie de ses terroirs ; notons les acceptions de « cru », de « clou », ou de « clos ».

Une spécificité qui appartient à l'origine, la culture, et la cartographie de notre région.

Rappelons qu'un « clos » c'est une vigne emmurée ou entourée de haies ; de plus la vinification doit se faire au sein du domaine.

Depuis quelques semaines, des marchands de vins américains souhaitent utiliser ces appellations sur leurs étiquettes. Imaginons, demain, la famille Bush se lançant dans la production de vin... nous aurions droit au « clos Bush » !

Après cette tentative outre-Atlantique, c'est Bruxelles qui décidera du bien-fondé de cette exigence !

Heureusement, nos viticulteurs se mobilisent pour faire valoir leurs droits immémoriaux.

Thierry Geoffroy

François DIOT,  
Secrétaire départemental du PCF

Invité vendredi dernier  
sur l'antenne de Radio FDL

À voir et écouter sur :

<http://www.facebook.com/pages/FDL/398096743585278>

N° 1721 du 5 octobre 2012 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91  
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.50€

Dispensé de timbrage VARENNES-VAUZELLES PPDC

Débat à Garchizy  
avec Patrick Le Hyaric  
Pages 2 et 4

Interview de Danielle Clamote,  
secrétaire de l'UD-CGT  
Page 3

Assemblée des Elus  
Communistes et Républicains  
Page 6



Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



Déposé 03-10-12

## Et maintenant...

rendez vous le 9 octobre,  
jour du vote à l'Assemblée  
du traité européen !

Malgré le black-out médiatique, malgré l'absence de débat organisé entre partisans du oui et du non, la manifestation de dimanche contre le traité européen a été un beau succès. Plus de 80 000 personnes dont 120 nivernais.

Le front commun des opposants à ce traité s'élargit, la présence des militants sur les marchés, la signature de la pétition, continuent pour porter l'exigence d'une Europe sociale.

Le peuple doit être consulté et un véritable débat sur le contenu et les enjeux du traité doit avoir lieu dans notre pays. Le Parti Socialiste refuse ce débat et invite ses parlementaires à en faire un vote de soutien au Président de la République. Or il ne s'agit pas de soutenir ou non François Hollande, mais de sortir la France de l'austérité en refusant ce traité prôné par Sarkozy-Merkel.

La manifestation de dimanche était une étape de la contestation contre cette Europe libérale, contre les licenciements boursiers. Il est urgent d'arrêter le massacre !

Une chose est sûre : aucun changement ne se fera sans l'intervention du peuple. C'est pourquoi le 9 octobre, soyons nombreux à répondre à l'appel des syndicats européens pour défendre l'industrie, l'emploi et aller vers une Europe sociale !

190 personnes à Garchizy avec  
Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité

80 000 personnes à Paris contre l'austérité  
(ci-dessus une partie du cortège nivernais)

Pour l'industrie, pour l'emploi,  
pour une Europe sociale et solidaire  
Journée européenne d'actions et de manifestations  
à l'appel d'organisations syndicales.

Rendez-vous tous et toutes le  
Mardi 9 octobre à 17 h  
Nevers - Préfecture

## Patrick Le Hyaric : « Nous sommes en train de construire un grand Front Européen contre l'Austérité »

end de la Fête des Vendanges. Faisant le parallèle entre le combat mené par P. Le Hyaric et celui mené dans nos collectivités, « *nos chemins sont certes différents mais nous poursuivons le même objectif : rassembler les citoyens pour, dans l'action, gagner des choix de gestion à caractère social et démocratique* ». Il cite les initiatives municipales contre la privatisation d'EDF, les arrêtés contre les coupures d'électricité, l'occupation du Bureau de Poste, la bataille contre le transfert au privé des productions de la BSMAT... « *autant d'actions qui constituent un frein à la mise en œuvre des politiques libérales* ».

*Patrick Le Hyaric entouré de François Diot, Jean-Paul Pinaud, Liliane Depresle*

190 personnes se sont massées, vendredi soir, à la Salle des Fêtes de Garchizy, pour une grande réunion publique d'explication et de débats autour du traité Budgétaire Européen.

Jean-Paul PINAUD, Maire de Garchizy, a fait part de son plaisir d'accueillir Patrick Le Hyaric, Directeur de l'Humanité et député européen, dans une salle des Fêtes tout récemment rénovée, et à la veille du week-

François DIOT, secrétaire départemental du PCF, fait ensuite part du « grand honneur », et de la « grande chance » pour tous les nivernais d'accueillir Patrick Le Hyaric : un honneur car il s'agit du directeur du Journal de Jean Jaurès, et d'un des députés européens les plus investis dans le combat contre l'austérité en Europe. Et une grande chance, à deux jours de la manifestation nationale du 30 septembre et à 4 jours du début de l'examen du texte à l'Assemblée. « *La Fédération du PCF est heureuse de vous offrir ce moment d'éducation populaire, d'échange politique, de confrontation de points de vue* ».

Suite page 4

## 120 Nivernais et Nivernaises dans la manifestation parisienne

Dimanche matin, à partir de 7h20 les manifestants nivernais commencent à remplir le car qui les conduit place de la Nation pour la manifestation nationale contre le traité européen. D'autres avaient choisi le train ou la voiture pour rejoindre le départ de la manifestation.

Venus de tout le département, les militants et sympathisants du PCF, du Parti de Gauche et de plusieurs syndicats et associations ont répondu présents pour dire non à l'Europe de l'austérité.

Moment phare d'une contestation qui s'est traduite dans la Nièvre par la distribution de plusieurs milliers de tracts et par la venue de P Le Hyaric pour un débat public à Garchizy, nombre d'entre nous souhaitait faire de ce rendez-vous un succès. Ce fut le cas !

La volonté de combattre l'austérité annoncée dans la bonne humeur, avec un soleil bien présent a été le fil conducteur de ce déplacement. Les drapeaux trouvent rapidement preneur, le casse-croûte prend des allures de pique-nique sur les pelouses de la capitale.

À 13h30, notre groupe se rend au point de rassemblement des Bourguignons où les Nivernais ont rendez vous. Tout le monde se retrouve et plusieurs camarades jeunes et moins jeunes se chargent de déployer la banderole pendant que d'autres vendent, à la criée,

des « Huma Dimanche » et des livres de P. Le Hyaric.

Les quelques kilomètres qui nous séparent de la place d'Italie sont ponctués de slogans repris par notre groupe et les photographes de presse mitraillent la banderole de la Nièvre, qui fera la Une du Jourla d'Arte le soir même : « en Grèce... et en France, tous debout contre la finance ».

Les derniers retardataires rejoignent le car pour le retour dans la Nièvre ; on écoute Pierre Laurent, invité de France Inter, qui nous livre son analyse politique de la journée et nous sommes de retour à 20h00 à Nevers et avant de se séparer nous prenons rendez-vous pour les futures actions : on continue !

Didier Bourotte

*En nivernais d'origine, et en syndicaliste cheminot, Didier Le Reste est venu discuter avec ses collègues nivernais, Yves Decelle, JC Denègre, Laurent Marcel, Numen Llitas, Marcel Bougriot, Etienne Ruffat...*

## CIDÉFE-FORMATION

Programme national de novembre à décembre 2012

Centre d'Information de Documentation d'Étude et de Formation des Élus

Le CIDÉFE organisme de formation agréé, organise des stages indiqués ci-dessous, qui sont ouverts aux élus (maires, maires adjoints, conseillers municipaux, conseillers généraux et régionaux...)

### Mardi 6 novembre

Mort et créations : un enjeu de service public !

### Mardi 6 et mercredi 7 novembre

Estime de soi et légitimité de l'élu

### Mercredi 7 novembre

L'économie sociale et solidaire au concret

### Jeudi 8 novembre

Europe, Etat, Collectivités : domination ou coopération ?

Quelles nouvelles solidarités construire ?

### Jeudi 8 novembre

Quelles orientations pour une politique des transports durable, démocratique et ambitieuse ?

### Vendredi 9 novembre

Quels droits pour les sourds et malentendants dans une collectivité ?

### Vendredi 9 novembre

L'art de la langue de bois

### Mardi 13 novembre

Place et rôle des commerces de proximité dans l'aménagement d'un territoire urbain ou rural

### Mercredi 14 novembre

Rouen - 76 (Tour de France des métropoles)

### Mercredi 14 novembre

Transition énergétique et énergies renouvelables : cohérences et complémentarités

### Jeudi 15 novembre

Maison de santé, centres municipaux de santé : quelles réponses aux besoins des habitants ?

### Jeudi 15 novembre

Le Grand Paris de la culture

### Vendredi 16 novembre

Une monnaie locale, levier éthique et citoyen d'un autre développement économique

### Samedi 17 novembre

Quelle réforme démocratique des collectivités territoriales ?

### Mardi 20 novembre

Agriculture, sécurité alimentaire et échanges Nord-Sud : le rôle des collectivités locales

### Jeudi 22 novembre

Coopération intercommunale : panorama des outils au service de la maîtrise publique (SPL, SEM, régies, syndicats)

### Jeudi 22 novembre

Minoritaires mais légitimes !

### Vendredi 23 novembre

Se bouger pour l'emploi des jeunes !

### Vendredi 23 novembre

Rénover le dialogue social dans la Fonction publique territoriale

### Samedi 24 novembre

Péréquation financière et coopération intercommunale

### Mardi 27 novembre

Quels financements nouveaux pour libérer le logement de l'emprise des marchés ?

### Mercredi 28 novembre

A la découverte de l'habitat participatif dans les quartiers populaires

### Jeudi 29 novembre

Modification et révision du PLU : un acte essentiel du projet politique local

### Vendredi 30 novembre

Culture et éducation populaire

Quel hommage des collectivités territoriales à Louis Aragon (date à confirmer)

### Lundi 3 - mardi 4 décembre

Prendre la parole en public

### Mardi 4 décembre

Place des territoires dans une réforme territoriale démocratique. Quel rôle nouveau pour les régions ?

### Mercredi 5 décembre

Rencontre des villes et quartiers populaires

### Jeudi 6 décembre

Budgets participatifs en France et dans le monde : utopie ou réel progrès de la citoyenneté ?

### Samedi 8 décembre

L'agglomération parisienne va-t-elle

« aspirer » les régions voisines ?

### Mercredi 12 décembre

Les populations Roms : le rôle du Conseil de l'Europe et les coopérations avec les collectivités territoriales

### Mercredi 12 décembre

Coopération intercommunale : quel équilibre entre les villes-centres et les petites communes ?

### Jeudi 13 décembre

Installer des jeunes agriculteurs sur les territoires : comment s'y prendre ?

### Vendredi 14 décembre

Sécurité, tranquillité et délinquance

Comment élaborer un plan de communication dans une collectivité ? (date à confirmer)

### FORMATIONS JANVIER 2013

#### Mercredi 16 janvier

Le pouvoir aux citoyens, ça commence en bas de chez moi

#### Vendredi 18 janvier

Quel avenir pour les politiques publiques en faveur de la ruralité ?

#### Samedi 19 janvier

Quels financements pour les transports collectifs urbains ?

#### Vendredi 25 janvier

Lille - 59 (Tour de France des métropoles)

Vers des métropoles solidaires en France et en Europe ? (date à confirmer)

### DATES EN COURS DE CALAGE

(fin janvier-début février) Rencontre des élus locaux et des parlementaires européens

Eco-quartiers : un enjeu économique, écologique et citoyen

Les notions de base

Analyse du budget

Déposez vos candidatures auprès de Madame Isabelle MOLINA

Cidéfe 58 - 10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS.

Le CIDÉFE est un organisme agréé par arrêté ministériel du 1er juillet 1994 pour la formation des élus.

## Patrick Le Hyaric à Garchizy Suite de la page 2

Puis Patrick Le Hyaric développe les multiples raisons de s'opposer à ce traité, en partant de l'actualité, et notamment « des crimes contre l'emploi à Arcelor-Mittal ou encore Sanofi, dont les actionnaires exigent un taux de rentabilité de 9% ce qui conduit à supprimer « le must » de la recherche pharmaceutique nationale, le laboratoire de Toulouse » (...) « Car ce Traité n'est pas uniquement un Traité Budgétaire : dans son Titre IV il traite des politiques économiques (...) ».

Montrant que ce texte est « la copie conforme de l'expérimentation faite en Grèce », qui a amené « après 9 plans d'austérité au doublement de la dette grecque », il rappelle les discours du candidat Hollande sur « l'ennemi, c'est la Finance » : « Le PS et les Verts auraient tous les pouvoirs pour s'attaquer au mur de l'argent. Et s'ils en avaient la volonté, ils nous auraient à leurs côtés pour cela ! »

Jean-Paul Pinaud accueille les participants.

### « Règle d'or... ou semelles de plomb ? »

« On dit vouloir s'attaquer au « déficit structurel », mais c'est quoi la structure ? C'est les Hôpitaux, les Ecoles, les Collectivités ! (...) Les 3% de déficit autorisés par Maastricht, qui passeraient à 0.5% ? Personne n'est capable d'expliquer d'où viennent ces chiffres de 3% et 0.5% : ce sont des chiffres comptables imaginés par la technocratie européenne », et qui nous emmènent dans « un cycle Austérité – Récession – Chômage ».

### Une dérive autoritaire inacceptable

P. Le Hyaric insiste sur l'aspect anti-démocratique de la « loi organique », artifice utilisé par F. Hollande pour ne pas organiser de référendum... « mais cette loi organique est de rang constitutionnel, ce qui nécessiterait un référendum ! (...) Les élus du peuple voteront ce qu'ils voudront... en dernier ressort, c'est un Haut Conseil des Finances Publiques, en lien avec la Commission Européenne non élue, qui validera ou pas ! (...) Quelle est cette Europe où des gens non élus (JM Barroso, M. Draghi, JC Juncker) ont rang de Chefs d'Etat au Parlement Européen ? ».

De nombreuses questions dans la salle, sur le « pacte de croissance » (qui ne change en rien le

contenu du Traité), sur l'impact du Traité sur les moyens alloués à la Culture et à l'Education Populaire, sur l'OTAN et l'ONU, sur les débats internes que tout cela suscite au sein du PS et d'EELV...

Patrick Le Hyaric insiste sur l'urgence de la situation, appelant à « une réaction politique violente des peuples européens » : « Avec la désindustrialisation on est en train de perdre notre sang ! Si on ne réagit pas violemment, on sera laminés ! » Il cite également « l'importation de 550 000 tonnes de viande bovine d'Amérique Latine... pendant que nos paysans crévent ! » « Il faut décréter un moratoire sur les plans de licenciements, interdire d'urgence les licenciements boursiers, donner des droits nouveaux aux salariés... sinon ce sera toujours les mêmes qui commanderont, et toujours les mêmes qui se feront avoir ! (...) « Pour mettre les financiers au pas, il faut les attaquer ! C'est pour cela qu'il faut nationaliser des banques »

D'autres questions, dans la salle, sur « notre ennemi commun à tous : la résignation », sur la perte des acquis du Conseil National de la Résistance, sur « l'illégitimité d'une partie de la dette », sur « la faute aux pauvres ou la faute aux riches »...

### « Le plus grave, ce serait le fatalisme »

Patrick Le Hyaric conclut en insistant : « le Traité sera peut-être voté la semaine prochaine. Mais le plus grave serait que ce qui sorte de cette période, ce soit le fatalisme. Nous sommes au tout début de la création d'un grand Front commun contre l'austérité, qui se développe dans toute l'Europe. En France, nous sommes capables de faire un très grand rassemblement populaire majoritaire. Avec des socialistes, des communistes, des écologistes, et des tas de gens qui sont simplement des gens de bon sens : des humanistes ! Ce Front est aujourd'hui beaucoup plus large qu'on ne croit. Nous voulons, dans les conditions d'aujourd'hui, créer un grand Front Populaire du 21<sup>ème</sup> siècle ».

La réunion s'est terminée tard dans la soirée, après le verre de l'amitié. Patrick Le Hyaric a dédié son livre, plusieurs dizaines d'exemplaires ont été vendus. Nombreux sont celles et ceux qui ont laissé leurs coordonnées pour participer au grand « Front contre l'austérité » qui se construit. Et les dernières places libres dans le bus du dimanche ont trouvé preneur !

## Interview de Danielle Clamote, secrétaire départementale de l'UD-CGT 58 pour les Nouvelles de la Nièvre

Les NN: **Pourquoi la CGT appelle-t-elle à manifester le 9 octobre à 17 h à Nevers pour l'industrie, l'emploi avec une sécurité sociale professionnelle ?**

D.C. : Cette journée s'inscrit dans la journée d'action européenne pour le développement de l'industrie et de l'emploi à l'appel de la nouvelle Fédération Européenne de l'industrie « Industriall ».

Il y a urgence à arrêter le massacre ! Les politiques menées ces dernières années livrant l'industrie française à la spéculation et aux exigences de rentabilité financière des actionnaires ont considérablement réduit le potentiel industriel français. L'emploi industriel a connu une véritable hécatombe. Dans notre département ce sont plus de 3 000 emplois industriels qui ont ainsi été supprimés pendant cette période.

Et aujourd'hui les annonces tant des constructeurs automobiles Renault et PSA qui menacent les 3000 emplois que comptent les entreprises de la filière automobile dans notre département ( Aisan, Faurécia, Anvis, Valéo, ...) que celle de Mittal concernant la filière sidérurgique qui ne seront pas sans conséquence sur les productions et les emplois du site industriel d'Imphy, montrent qu'il y a urgence à agir pour imposer une loi interdisant les licenciements boursiers, mettre les filières essentielles au développement économique sous maîtrise publique et donner plus de droits d'interventions aux salariés : des droits suspensifs lors de licenciements, et contraindre les entreprises à des alternatives à ceux-ci, pour intervenir et conditionner toutes aides publiques aux politiques salariales et d'emplois, une représentation des salariés à tous les niveaux de décision pour contrebalancer le pouvoir des actionnaires.

Cela permettrait aux salariés de chez Look de ne pas être licenciés.

C'est possible, c'est une question de volonté politique.

A la CGT, nous avons contribué à la défaite de Sarkozy pour créer les conditions d'un véritable changement de politique économique et sociale, tout en affirmant que l'intervention des salariés serait indispensable pour faire entendre leurs exigences, pour créer le rapport de force face au Medef, qui se bat toujours pour tenter d'imposer des choix politiques en sa faveur. Le 9 octobre est une occasion pour permettre aux salariés de tous les secteurs, du privé comme du public, aux privés d'emplois d'intervenir nombreux. Il ne peut pas y avoir développement économique sans développement industriel, et pas de développement des services publics

sans développement industriel. Cela demande de rompre avec les politiques d'austérité contenues dans le projet de traité Merkel-Sarkozy. Tout le monde est concerné.

**Le Medef justifie les licenciements par le fait que le coût du travail en France serait trop élevé, pèserait sur les entreprises et le marché du travail trop rigide ?**

Il est faux de parler de « coût » concernant le travail. Car seul le travail humain crée de la richesse. Tout l'enjeu repose sur la répartition de cette richesse créée par le travail humain entre le travail et le capital. Le quart des richesses créées vont dans la poche des actionnaires. Diviser par deux les dividendes qui leur sont versés libérerait 120 milliards d'euros en France pour les investissements productifs, la création d'emplois, les salaires, le financement de la protection sociale et la diminution du déficit de l'Etat.

Ce qui coûte, c'est la stratégie et les choix de gestion des entreprises qui privilégient les banques et les actionnaires faisant des salariés une variable d'ajustement mais aussi qui amputent les efforts nécessaires d'anticipation, de recherche et d'innovation.

Il faut rappeler aussi que la productivité en France est supérieure de 21 % à la moyenne européenne et de 15 % par rapport à l'Allemagne.

Il est donc plus juste de parler du coût du capital !

Quant au marché du travail, toutes les dérèglementations ont conduit à casser l'emploi et développer le chômage et la précarité. Ce n'est pas de plus de flexibilité comme le demande le Medef, de plus de liberté pour licencier dont il y a besoin aujourd'hui, mais de plus de sécurité pour les salariés. D'où la proposition que la CGT portera d'une sécurité sociale professionnelle, composante importante de notre proposition d'un nouveau statut du travail salarié, lors de la négociation interprofessionnelle qui va s'ouvrir le 4 octobre avec le patronat intitulée « sécurité de l'emploi ». Nous proposons que le salarié ait des droits attachés à sa personne dès son entrée dans le monde du travail, cumulables au fil de la carrière, transférables d'une entreprise à une autre.

L'action du 9 octobre est le moyen de peser sur cette négociation pour obtenir des nouveaux droits et garanties collectives.

Il n'y aura pas de redressement sans changement et pas de changement sans l'intervention massive des salariés.

Entretien réalisé par Jean-Marc SOISSON